

Audience publique du 19 avril 2021

Recours formé par Monsieur ..., ...,
contre des décisions du ministre de l'Immigration et de l'Asile
en matière de protection internationale (art. 27, L.18.12.2015)

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 45804 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 22 mars 2021 par Maître Faisal Quraishi, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... (Serbie), de nationalité serbe, demeurant au moment de l'introduction du recours au Centre pénitentiaire de Luxembourg sis à L-..., élisant domicile en l'étude de Maître Faisal Quraishi, préqualifié, tendant à la réformation sinon à l'annulation d'une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 2 mars 2021 de recourir à la procédure accélérée, de celle portant refus de faire droit à sa demande en obtention d'une protection internationale et de l'ordre de quitter le territoire ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 29 mars 2021 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions critiquées ;

Le juge, en remplacement du président de la première chambre du tribunal administratif, entendu en son rapport à l'audience publique du 31 mars 2021 et vu les remarques écrites de Maître Faisal Quraishi du 30 mars 2021, ainsi que de Madame le délégué du gouvernement Nancy Carier du 31 mars 2021, produites, conformément à la circulaire du président du tribunal administratif, avant l'audience.

Le 9 juin 2015, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, désigné ci-après par « le ministère », une demande de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, entretemps abrogée par la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, ci-après désignée par « la loi du 18 décembre 2015 ».

Il se dégage du dossier administratif que Monsieur ... fut convoqué de se présenter au ministère les 12 et 19 août 2015 en vue d'un retour volontaire dans son pays d'origine.

Le 29 août 2016, la demande de protection internationale de Monsieur ... fut considérée comme implicitement retirée conformément à l'article 23, paragraphe 2), points a) et b) de la loi du 18 décembre 2015 à défaut pour Monsieur ... de s'être présenté à son entretien personnel, respectivement auprès du ministère.

Suivant un jugement du tribunal d'arrondissement de et à Diekirch, siégeant en matière

correctionnelle, du 16 février 2017, Monsieur ... fut condamné à une peine d'emprisonnement de 9 mois du chef d'infraction de tentative de vol à l'aide d'effraction.

Le 10 mars 2020, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère, une deuxième demande de protection internationale au sens de la loi du 18 décembre 2015.

Les déclarations de Monsieur ... sur son identité et sur l'itinéraire suivi pour venir au Luxembourg furent actées par un agent de la police grand-ducale, section criminalité organisée - police des étrangers, dans un rapport du même jour.

En date du 13 mars 2020, Monsieur ... fut entendu par un agent du ministère sur sa situation et sur les motifs se trouvant à la base de sa demande de protection internationale.

Il ressort du dossier administratif qu'un entretien complémentaire sur les motifs se trouvant à la base de la deuxième demande de protection internationale de Monsieur ... était prévu le 24 février 2021 au Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig, mais que celui-ci a dû être annulé au vu du refus de l'intéressé de s'y présenter.

Par décision du 2 mars 2021, notifiée à l'intéressé par courrier recommandé expédié le 5 mars 2021, le ministre de l'Immigration et de l'Asile, ci-après désigné par « le ministre », résuma les déclarations de Monsieur ... comme suit :

« [...] En mains le rapport du Service de Police Judiciaire du 10 mars 2020, le rapport d'entretien de l'agent du Ministère des Affaires étrangères et européennes du 13 mars 2020 et le rapport d'entretien complémentaire du 24 février 2021, sur les motifs sous-tendant votre deuxième demande de protection internationale. Je relève avant tout autre développement en cause que l'entretien complémentaire du 24 février 2021 n'a pas pu être réalisé alors que vous avez refusé de vous rendre au parloir du Centre Pénitentiaire, où vous étiez attendu par votre mandataire, l'interprète et l'agent du Ministère des Affaires étrangères et européennes chargée de votre entretien.

Vous déclarez être de nationalité serbe, d'ethnie bosniaque, de confession musulmane et avoir vécu à ... avec vos parents et votre fratrie, où vous auriez survécu grâce à des « petits boulots ». Vous confirmez par ailleurs avoir travaillé au noir en Allemagne dans la construction dans les années 2010. Vous auriez à nouveau quitté la Serbie le 16 novembre 2019 en direction de l'Allemagne où vous auriez vécu chez votre sœur jusqu'au 9 mars 2020. Vous auriez quitté la Serbie parce que vous y auriez été menacé et agressé par les mêmes personnes que celles qui vous auraient agressé au couteau avant l'introduction de votre première demande de protection internationale au Luxembourg. A cela s'ajoute que vous souffririez d'épilepsie et que vous auriez une hépatite.

Premièrement, concernant vos agresseurs, vous expliquez qu'elles vous auraient forcé à vendre de la drogue pour leur compte. Vous auriez d'abord refusé, mais après avoir été frappé, vous auriez accepté de vendre de la cocaïne et de la marijuana. Un jour, fin 2015, après avoir refusé de vendre davantage de drogues pour ces individus, ils vous auraient agressé au couteau et avec une batte de baseball. Vous auriez été blessé à un point tel que vous auriez dû être hospitalisé pendant 60 jours alors que l'ablation de votre poumon gauche aurait été nécessaire pour sauver votre vie. Après des mois de rééducation et un mois passé à la maison, vous seriez une première fois venu au Luxembourg parce que votre père aurait compris que votre vie serait toujours en danger en Serbie. Après avoir vécu au Luxembourg pendant

prétendument « un an et un mois », vous auriez appelé votre frère habitant en Allemagne pour vous ramener en Serbie en voiture après avoir appris que votre mère aurait fait un infarctus. Arrivés à ..., vous auriez d'abord rendu visite à votre mère à l'hôpital avant d'aller vous loger pendant quelques mois dans le village de ... entre fin 2016 et début 2017.

Deuxièmement, vous signalez être par la suite retourné vivre à ..., où vous seriez resté pendant à peu près cinq mois. Un soir en été 2018, en rentrant chez vous, trois personnes cagoulées vous auraient intercepté et vous auriez compris qu'il s'agirait de vos agresseurs de l'époque. Ces derniers vous auraient dit de vous calmer et de rejoindre leur groupe pour gagner de l'argent ensemble. Après avoir refusé leur offre, vous auriez été menacé et vous auriez alors tenté de vous enfuir. Or, vous auriez été poursuivi et un de vos agresseurs aurait tenté de vous poignarder avec un couteau pendant que les autres vous auraient frappé. Vous seriez par la suite allé à l'hôpital où on aurait « refixé » votre doigt. Après cette opération, vous auriez eu deux à trois mois de rééducation à la maison.

Début 2019, vous auriez entendu que la personne qui vous aurait agressé au couteau aurait assassiné quelqu'un. Après cet assassinat, « tous les trafiquants de drogue » se seraient donnés rendez-vous dans le café appartenant audit tueur. Etant donné que ce café serait proche de votre maison, vos parents auraient eu peur pour votre sécurité et vous auraient envoyé chez votre tante où vous seriez resté pendant trois à quatre mois. Ensuite, vos parents vous auraient envoyé en Bosnie-Herzégovine où habiterait la demi-sœur de votre père, et où vous auriez séjourné pendant cinq mois. Ensuite, après avoir « réfléchi », vous auriez décidé, en septembre ou octobre 2019, de revenir au Luxembourg mais vous vous seriez d'abord installé pendant cinq mois chez votre sœur en Allemagne.

Vous ajoutez que suite à votre première hospitalisation en 2015, la police serait venue vous voir. Vous auriez fini par lui avouer l'identité de votre agresseur mais auriez précisé aux policiers que vous ne compteriez pas porter plainte. Par la suite, « la police a fait son travail » et votre agresseur, un dénommé ..., aurait été condamné à une peine d'emprisonnement d'un an avec sursis et aurait dû porter un bracelet électronique. « Pour la deuxième agression, la police n'est pas venue et je n'ai pas porté plainte ».

Vous présentez un passeport serbe établi le 11 février 2019. [...] ».

Le ministre informa ensuite Monsieur ... qu'il avait statué sur le bien-fondé de sa demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée en se basant sur les dispositions de l'article 27, paragraphe (1) sous a) et b) de la loi du 18 décembre 2015 et que sa demande avait été refusée comme non fondée, tout en lui ordonnant de quitter le territoire.

Suivant un acte d'écrou établi par le Centre pénitentiaire de Luxembourg le 9 mars 2021, Monsieur ... fut condamné par un jugement du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière correctionnelle, du 28 janvier 2021, à une peine d'emprisonnement de 9 mois du chef d'infraction de vol. Il se dégage du même acte d'écrou que l'intéressé fut incarcéré le 20 juillet 2020 et que sa libération du Centre pénitentiaire est prévue pour le 10 janvier 2022.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 22 mars 2021, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à la réformation sinon à l'annulation 1) de la décision précitée du ministre du 2 mars 2021 de statuer sur le bien-fondé de sa demande de protection

internationale dans le cadre d'une procédure accélérée, 2) de la même décision du ministre dans la mesure où elle refuse de faire droit à sa demande de protection internationale et 3) de l'ordre de quitter le territoire contenu dans la même décision.

Etant donné que l'article 35, paragraphe (2) de la loi du 18 décembre 2015 prévoit un recours en réformation contre les décisions du ministre de statuer sur le bien-fondé d'une demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée, contre les décisions de refus d'une demande de protection internationale prises dans ce cadre et contre l'ordre de quitter le territoire prononcé dans ce contexte, et attribue compétence au président de chambre ou au juge qui le remplace pour connaître de ce recours, la soussignée est compétente pour connaître du recours principal en réformation ainsi introduit.

Le recours principal en réformation est encore recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

Il n'y a dès lors pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation.

A l'appui de son recours et en fait, le demandeur reprend, en substance, les faits et rétroactes tels que relatés ci-dessus.

Il avance que son dernier entretien remonterait à plus de 2 mois, de sorte que le ministre n'aurait plus pu statuer sur le bien-fondé de sa demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée, conformément à l'article 27, paragraphe (2) de la loi du 18 décembre 2015.

En droit et quant à la décision du ministre de statuer sur sa demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée, il fait valoir que les faits invoqués à la base de sa demande de protection internationale mériteraient une analyse et un examen concrets, alors qu'il découlerait clairement de son récit qu'il courrait un risque réel de faire l'objet de persécutions, de menaces sinon d'attentat à sa vie en cas de retour en Serbie suite à la tentative de meurtre et aux menaces de mort qu'il aurait subies de la part du dénommé ... et de ses complices qui auraient essayé de le forcer à trafiquer des stupéfiants pour leur compte.

Il donne à considérer qu'il n'aurait obtenu aucune aide de la part des autorités serbes qui n'interviendraient pas dans les affaires des trafiquants de drogue, de sorte qu'il n'aurait eu d'autre choix que de quitter la Serbie pour se mettre à l'abri des violences.

Il considère que les faits invoqués par lui rentreraient dans le cadre d'une demande de protection internationale, de sorte qu'en ayant opté pour la procédure accélérée au lieu d'une procédure dite « *classique* », le ministre aurait commis un abus de droit entachant la légalité de la décision déferée.

Il soutient, dans ce contexte, que le ministre n'aurait pas eu le droit de statuer dans le cadre d'une procédure accélérée, alors que son dernier entretien remonterait au 13 mars 2020, soit près d'une année avant la prise de la décision querellée.

Il estime que l'entretien fixé unilatéralement par le ministre au 24 février 2021 pour régulariser le défaut de réponse à sa demande de protection internationale ne permettrait pas de contourner l'obligation du ministre de répondre dans un délai rapproché de 2 mois pour

pouvoir statuer dans le cadre d'une procédure accélérée, mais devrait, au contraire, s'analyser comme un détournement de la loi.

Le demandeur reproche, ensuite, au ministre d'avoir considéré la Serbie comme un pays sûr au sens de l'article 30 de la loi du 18 décembre 2015, en faisant valoir qu'il ne pourrait recourir à aucune aide de la part des autorités de police locales.

Il conclut que la décision devrait être réformée pour défaut de motivation, excès de pouvoir, abus de pouvoir ou irrégularité formelle.

Quant au refus de lui octroyer le statut de réfugié prévu par la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, approuvée par une loi du 20 mai 1953, et le Protocole relatif au statut des réfugiés, fait à New York, le 31 janvier 1967, approuvé par le règlement grand-ducal du 6 janvier 1971, l'ensemble de ces dispositions étant ci-après désignées par « la Convention de Genève », et la loi du 18 décembre 2015, il renvoie aux faits et à son argumentation tels qu'exposés ci-dessus.

Il avance que les menaces de mort de la part de la bande du dénommé ... et le défaut d'aide de la part des autorités serbes constitueraient des motifs réels, actuels et concrets rentrant dans le cadre d'une demande de protection internationale.

Or, en n'ayant pas pris en considération ses déclarations, le ministre aurait pris une décision dépourvue de toute motivation violant son droit à un examen effectif de sa demande de protection internationale.

Il soutient que contrairement à la motivation retenue par le ministre, il aurait dû fuir la Serbie en raison des menaces de mort à son encontre et devant l'absence d'aide des autorités locales.

Il estime qu'à la lecture de la décision entreprise, l'examen effectif de sa demande par le ministre ferait manifestement défaut, le demandeur reprochant, en effet, au ministre d'avoir fait une appréciation erronée et superficielle des faits en l'espèce.

Il conclut que les conditions d'octroi du statut de la protection internationale, respectivement de celui conféré par la protection temporaire seraient remplies dans son chef, de sorte que les décisions ministérielles déferées devraient être réformées pour violation de la loi ou abus de droit sinon pour erreur manifeste d'appréciation des faits.

Le demandeur se prévaut, enfin, du principe de précaution pour critiquer l'ordre de quitter le territoire pris à son encontre, tout en soulignant qu'il serait préférable de ne pas conduire une personne vers un pays où il y aurait lieu de craindre qu'elle court un risque réel de subir des atteintes graves à sa vie au sens de la Convention de Genève et de la loi du 18 décembre 2015.

Le délégué du gouvernement conclut, quant à lui, au rejet du recours, pris en son triple volet.

Aux termes de l'article 35, paragraphe (2) de la loi du 18 décembre 2015 : « *Contre la décision du ministre de statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée et de la décision de refus de la demande de protection*

internationale prise dans ce cadre, de même que contre l'ordre de quitter le territoire, un recours en réformation est ouvert devant le tribunal administratif. Le recours contre ces trois décisions doit faire l'objet d'une seule requête introductive, sous peine d'irrecevabilité du recours séparé. Il doit être introduit dans un délai de quinze jours à partir de la notification. Le président de chambre ou le juge qui le remplace statue dans le mois de l'introduction de la requête. Ce délai est suspendu entre le 16 juillet et le 15 septembre, sans préjudice de la faculté du juge de statuer dans un délai plus rapproché. Il ne peut y avoir plus d'un mémoire de la part de chaque partie, y compris la requête introductive. La décision du président de chambre ou du juge qui le remplace n'est pas susceptible d'appel.

Si le président de chambre ou le juge qui le remplace estime que le recours est manifestement infondé, il déboute le demandeur de sa demande de protection internationale. Si, par contre, il estime que le recours n'est pas manifestement infondé, il renvoie l'affaire devant le tribunal administratif pour y statuer ».

Il résulte de cette disposition qu'il appartient au magistrat, siégeant en tant que juge unique, d'apprécier si le recours est manifestement infondé, dans la négative, le recours étant renvoyé devant le tribunal administratif siégeant en composition collégiale pour y statuer.

A défaut de définition contenue dans la loi du 18 décembre 2015 de ce qu'il convient d'entendre par un recours « *manifestement infondé* », il appartient à la soussignée de définir cette notion et de déterminer, en conséquence, la portée de sa propre analyse.

A cet égard, il convient de prime abord de relever que l'article 35, paragraphe (2) de la loi du 18 décembre 2015 dispose que l'affaire est renvoyée ou non devant le tribunal administratif selon que le recours est ou n'est pas manifestement infondé, de sorte que la notion de « *manifestement infondé* » est à apprécier par rapport aux moyens présentés à l'appui du recours contentieux, englobant toutefois nécessairement le récit du demandeur tel qu'il a été présenté à l'appui de sa demande et consigné dans le cadre de son rapport d'audition.

Le recours est à qualifier comme manifestement infondé si le rejet des différents moyens invoqués à son appui s'impose de manière évidente, en d'autres termes, le magistrat siégeant en tant que juge unique ne doit pas ressentir le moindre doute que les critiques soulevées par le demandeur à l'encontre des décisions déférées sont visiblement dénuées de tout fondement. Dans cet ordre d'idées, force est encore de relever que dans l'hypothèse où un recours s'avère ne pas être manifestement infondé, cette conclusion n'implique pas pour autant que le recours soit nécessairement fondé, la seule conséquence de cette conclusion est le renvoi du recours par le président de chambre ou le juge qui le remplace devant une composition collégiale du tribunal administratif pour statuer sur ledit recours.

La soussignée est tout d'abord amenée à rejeter le moyen du délégué du gouvernement tenant à un défaut de motivation de la requête introductive d'instance sous analyse, dans la mesure où celle-ci, en contenant tant un exposé des faits et des moyens en droit que des conclusions, est suffisamment précise et circonstanciée pour permettre à la partie étatique de préparer et d'assurer utilement sa défense, ce qu'elle a d'ailleurs fait à travers son mémoire en réponse.

La soussignée relève ensuite que si le demandeur invoque un défaut de motivation des décisions litigieuses affectant leur régularité formelle, le constat s'impose qu'il n'a pas autrement développé ce moyen fondé sur un défaut d'indication des motifs, de sorte que ce

moyen est d'emblée à rejeter, la soussignée n'ayant pas à répondre à des moyens simplement suggérés mais non autrement soutenus.

1) Quant au recours tendant à la réformation de la décision du ministre de statuer sur la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée

La décision ministérielle est, en l'espèce, fondée sur les dispositions des points a) et b) de l'article 27, paragraphe (1) de la loi du 18 décembre 2015, aux termes desquelles « *Sous réserve des articles 19 et 21, le ministre peut statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée dans les cas suivants :*

a) le demandeur, en déposant sa demande et en exposant les faits, n'a soulevé que des questions sans pertinence au regard de l'examen visant à déterminer s'il remplit les conditions requises pour prétendre au statut conféré par la protection internationale ; ou

b) le demandeur provient d'un pays d'origine sûr au sens de l'article 30 de la présente loi ; [...] ».

Il s'ensuit qu'aux termes de l'article 27, paragraphe (1) sous a) et b) de la loi du 18 décembre 2015, le ministre peut statuer sur le bien-fondé d'une demande de protection internationale par voie de procédure accélérée, soit s'il apparaît que les faits soulevés lors du dépôt de la demande sont sans pertinence au regard de l'examen de cette demande, soit que le demandeur provient d'un pays d'origine sûr au sens de l'article 30 de la même loi.

Les conditions pour pouvoir statuer sur le bien-fondé d'une demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée étant énumérées à l'article 27, paragraphe (1) de la loi du 18 décembre 2015 de manière alternative et non point cumulative, une seule condition valablement remplie peut justifier la décision ministérielle à suffisance.

La soussignée est dès lors amenée à analyser si les moyens avancés par le demandeur à l'encontre de la décision du ministre de recourir à la procédure accélérée sont manifestement dénués de tout fondement, de sorte que leur rejet s'impose de manière évidente ou si les critiques avancées par lui ne permettent pas d'affirmer en l'absence de tout doute que le ministre a valablement pu se baser sur l'article 27, paragraphe (1), points a) et b) de la loi du 18 décembre 2015 pour analyser la demande dans le cadre d'une procédure accélérée, de sorte que le recours devra être renvoyé devant une composition collégiale du tribunal administratif pour statuer sur ledit recours.

Avant tout autre progrès en cause, il appartient à la soussignée de trancher le moyen tenant à une violation, par le ministre, de l'article 27, paragraphe (2), de la loi du 18 décembre 2015 au motif qu'il aurait statué sur le bien-fondé de la demande de protection internationale du demandeur dans le cadre d'une procédure accélérée plus de 2 mois après son dernier entretien remontant au 13 mars 2020.

L'article 27, paragraphe (2) de la loi du 18 décembre 2015, tel qu'invoqué par le demandeur, dispose comme suit : « (2) *Le ministre prend sa décision au plus tard dans un délai de deux mois à partir du jour où il apparaît que le demandeur tombe sous un des cas prévus au paragraphe (1) qui précède. Sans préjudice des délais prévus à l'article 26, ce délai peut être dépassé lorsque cela est nécessaire pour assurer un examen approprié et exhaustif de la demande de protection internationale. ».*

Il résulte de la disposition légale qui précède que le délai imparti au ministre pour prendre une décision dans le cadre d'une procédure accélérée est *a priori* de deux mois à compter du jour où il devient manifeste qu'un demandeur de protection internationale tombe dans un des cas prévus à l'article 27, paragraphe (1) de la loi du 18 décembre 2015.

En l'espèce, il est constant en cause que le demandeur a déposé sa demande de protection internationale en date du 10 mars 2020 et qu'une décision n'a été prise à son encontre qu'en date du 2 mars 2021.

Il échet, à cet égard, de relever que le délai de deux mois tel que prévu à l'article 27, paragraphe (2) de la loi du 18 décembre 2015 commence à courir à partir du moment où le ministre dispose de la globalité des motifs invoqués par un demandeur de protection internationale, c'est-à-dire à la fin de l'entretien, respectivement de la relecture de l'entretien de celui-ci, étant précisé que pour savoir si un demandeur de protection internationale tombe dans l'un de ces cas de figure prévus à l'article 27, paragraphe (1) de la loi du 18 décembre 2015, il est nécessaire d'avoir connaissance de l'ensemble des éléments à la base de la demande de celui-ci. Ce n'est que lors de l'entretien auprès de la direction de l'Immigration, tel que prévu à l'article 13 de la loi du 18 décembre 2015, que le demandeur de protection internationale a la possibilité et même l'obligation d'exposer l'ensemble des faits à la base de sa demande, étant rappelé que le service de police judiciaire se limite d'après l'article 6 de la même loi à procéder à toute vérification de l'identité et de l'itinéraire d'un demandeur de protection internationale¹.

En l'espèce, il résulte du dossier administratif ainsi que des explications non contestées de la partie étatique que si certes le premier entretien du demandeur auprès de l'agent du ministère a eu lieu le 13 mars 2020, un entretien complémentaire visant à recueillir des informations complémentaires sur les motifs de fuite du demandeur était prévu au Centre pénitentiaire pour le 24 février 2021, entretien auquel le demandeur a toutefois refusé de se présenter.

Dans ces circonstances, force est dès lors de retenir que la date de l'entretien complémentaire est à considérer comme point de départ du délai de deux mois tel que prévu à l'article 27, paragraphe (2) de la loi du 18 décembre 2015 et ce nonobstant le fait qu'au vu du refus du demandeur de s'y présenter, celui-ci n'a pas pu y avoir lieu, de sorte que le délai imparti au ministre pour prendre une décision dans le cadre de l'article 27 de la loi du 18 décembre 2015 a en l'espèce commencé à courir au plus tôt le 24 février 2021 à minuit, soit le 25 février 2021, pour expirer le 25 avril 2021, c'est-à-dire postérieurement à la prise de la décision déférée.

Force est, par ailleurs, de constater qu'il ne se dégage ni des travaux parlementaires relatifs à la loi du 18 décembre 2015 ni de la loi elle-même que le législateur ait entendu conférer un caractère contraignant au délai de 2 mois fixé à l'article 27, paragraphe (2), précité, de la loi du 18 décembre 2015, de sorte que dans la mesure où ledit délai n'est, de surcroît, pas non plus assorti d'une sanction en cas de non-respect par le ministre, ce délai est à qualifier de délai d'ordre et non pas de délai de rigueur. La soussignée relève encore que le demandeur reste en défaut d'invoquer un quelconque grief concret en relation avec le dépassement du délai invoqué.

¹ Trib. adm. 16 février 2017, n° 39006 du rôle, disponible sous www.jurad.etat.lu.

Il s'ensuit que le moyen relatif à un dépassement du délai de 2 mois prévu à l'article 27, paragraphe (2) de la loi du 18 décembre 2015 est à rejeter pour être manifestement infondé.

Concernant, ensuite, indépendamment de l'opportunité de la demande de protection internationale introduite par le demandeur, plus particulièrement le point b) de l'article 27, paragraphe (1) précité, visant l'hypothèse où le demandeur provient d'un pays d'origine sûr, il convient de relever qu'un pays est à considérer comme sûr au sens de l'article 30 de la loi du 18 décembre 2015 dans les conditions suivantes : *« (1) Un pays tiers désigné comme pays d'origine sûr conformément au paragraphe (2) ne peut être considéré comme tel pour un demandeur déterminé, après examen individuel de la demande introduite par cette personne que si le demandeur est ressortissant dudit pays ou si l'intéressé est apatride et s'il s'agit de son ancien pays de résidence habituelle, et si ce demandeur n'a pas fait valoir de raisons sérieuses permettant de penser qu'il ne s'agit pas d'un pays d'origine sûr en raison de sa situation personnelle, compte tenu des conditions requises pour prétendre au statut de bénéficiaire d'une protection internationale.*

(2) Un règlement grand-ducal désigne un pays comme pays d'origine sûr s'il est établi qu'il n'y existe généralement et de façon constante pas de persécution au sens de la Convention de Genève en s'appuyant sur un éventail de sources d'information, y compris notamment des informations émanant d'autres Etats membres du BEAA, du HCR, du Conseil de l'Europe et d'autres organisations internationales compétentes.

Les critères suivants seront pris en considération pour la désignation d'un pays comme pays d'origine sûr :

a) l'observation des droits et libertés prévus par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le Pacte international des droits civils et politiques ou la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;

b) le respect du principe de non-refoulement prévu par la Convention de Genève ;

c) la prévision d'un système de recours efficace contre les violations de ces droits et libertés.

La situation dans les pays tiers désignés comme pays d'origine sûrs conformément au présent paragraphe est régulièrement examinée par le ministre ».

En l'espèce, le ministre a conclu que le demandeur provient d'un pays sûr, à savoir la Serbie.

Il n'est pas contesté que le demandeur a la nationalité serbe et il est constant en cause que le règlement grand-ducal du 21 décembre 2007, tel que modifié par la suite, a désigné la Serbie comme pays d'origine sûr.

Il convient toutefois de relever que vu le libellé de l'article 30, paragraphe (1) de la loi du 18 décembre 2015, le fait qu'un règlement grand-ducal désigne un pays comme sûr n'est pas suffisant pour justifier à lui seul le recours à une procédure accélérée, étant donné que cette disposition oblige le ministre, nonobstant le fait qu'un pays ait été désigné comme pays d'origine sûr par règlement grand-ducal, à procéder, avant de pouvoir conclure que le demandeur provient d'un pays d'origine sûr, à un examen individuel de sa demande de

protection internationale, et qu'il incombe, par ailleurs, au ministre d'évaluer si le demandeur de protection internationale ne lui a pas soumis des raisons sérieuses permettant de penser qu'il ne s'agit pas, dans son chef, d'un pays d'origine sûr en raison de sa situation personnelle et cela compte tenu des conditions requises pour prétendre à une protection internationale.

Pour l'examen de la question de savoir si un pays est à considérer comme pays d'origine sûr pour un demandeur compte tenu de sa situation personnelle, s'il fait, comme en l'espèce, état de faits subis par des personnes non étatiques, le demandeur invoquant, en effet, des difficultés rencontrées avec « *la bande de ...* » dont notamment avec les deux frères dénommés « *... et ...* », seule la condition, commune au statut de réfugié et à celui conféré par la protection subsidiaire, tenant à l'absence de protection dans le pays d'origine au sens de l'article 39² de la loi du 18 décembre 2015 et de l'article 40³ de la même loi est susceptible d'être pertinente, de sorte que l'examen de la situation individuelle doit être fait par rapport aux moyens présentés par le demandeur tendant à établir que cette condition requise pour prétendre à une protection internationale est remplie dans son chef.

Il convient, en effet, de rappeler que l'une des conditions d'octroi d'une protection internationale est celle de la preuve, à fournir par le demandeur, que les autorités de son pays d'origine ne sont pas capables ou disposées à lui fournir une protection suffisante, puisque chaque fois que la personne concernée est admise à bénéficier de la protection du pays dont elle a la nationalité, et qu'elle n'a aucune raison, fondée sur une crainte justifiée, de refuser cette protection, l'intéressé n'a pas besoin de la protection internationale.

Il y a partant lieu d'analyser si le demandeur a soumis, conformément à l'article 30, paragraphe (1) de la loi du 18 décembre 2015, des raisons sérieuses permettant de penser que la Serbie n'est pas un pays sûr compte tenu de sa situation personnelle.

En l'espèce, l'analyse de la situation décrite par le demandeur lors de son audition ainsi qu'au cours de la présente instance, ne permet cependant pas à la soussignée d'en dégager des éléments convaincants pour renverser la présomption se dégageant de l'inscription de son pays d'origine sur la liste des pays sûrs et pour pouvoir conclure en conséquence à l'illégalité de la décision déférée.

² « Les acteurs des persécutions ou des atteintes graves peuvent être :

a) l'Etat ;
b) des partis ou des organisations qui contrôlent l'Etat ou une partie importante du territoire de celui-ci ;
c) des acteurs non étatiques, s'il peut être démontré que les acteurs visés aux points a) et b), y compris les organisations internationales, ne peuvent ou ne veulent pas accorder une protection contre les persécutions ou les atteintes graves. ».

³ « (1) La protection contre les persécutions ou les atteintes graves ne peut être accordée que par :

a) l'Etat, ou
b) des partis ou organisations, y compris des organisations internationales, qui contrôlent l'Etat ou une partie importante du territoire de celui-ci, pour autant qu'ils soient disposés à offrir une protection au sens du paragraphe (2) et en mesure de le faire.

(2) La protection contre les persécutions ou les atteintes graves doit être effective et non temporaire. Une telle protection est généralement accordée lorsque les acteurs visés au paragraphe (1) points a) et b) prennent des mesures raisonnables pour empêcher la persécution ou des atteintes graves, entre autres lorsqu'ils disposent d'un système judiciaire effectif permettant de déceler, de poursuivre et de sanctionner les actes constituant une persécution ou une atteinte grave, et lorsque le demandeur a accès à cette protection.

(3) Lorsqu'il détermine si une organisation internationale contrôle un Etat ou une partie importante de son territoire et si elle fournit une protection au sens du paragraphe (2), le ministre tient compte des orientations éventuellement données par les actes du Conseil de l'Union européenne en la matière. ».

La soussignée relève, en effet, que le demandeur n'a apporté aucune raison valable de penser que ses droits les plus élémentaires seraient bafoués en cas de retour dans son pays d'origine sans que les autorités de ce pays ne puissent, respectivement ne veuillent lui fournir une protection appropriée contre les agissements de ce groupe de personnes l'ayant forcé à trafiquer des stupéfiants pour leur compte.

Par ailleurs, il convient de relever que pour qu'un défaut de protection au pays d'origine puisse être retenu, il faut en toute hypothèse, que l'intéressé ait tenté d'obtenir cette protection pour autant qu'une telle tentative paraisse raisonnable en raison du contexte. Cette position extensive se justifie au regard de l'aspect protectionnel du droit international des réfugiés qui consiste à substituer une protection internationale là où celle de l'Etat fait défaut.

L'essentiel est, en effet, d'examiner si la personne peut être protégée compte tenu de son profil dans le contexte qu'elle décrit. C'est l'absence de protection qui est décisive, quelle que soit la source de la persécution ou de l'atteinte grave infligée.

Il y a encore lieu de souligner que si une protection n'est considérée comme suffisante que si les autorités ont mis en place une structure policière et judiciaire capable et disposée à déceler, à poursuivre et à sanctionner les actes constituant une persécution ou atteinte grave et lorsque le demandeur a accès à cette protection, la disponibilité d'une protection nationale exigeant par conséquent un examen de l'effectivité, de l'accessibilité et de l'adéquation d'une protection disponible dans le pays d'origine même si une plainte a pu être enregistrée, - ce qui inclut notamment la volonté et la capacité de la police, des tribunaux et des autres autorités du pays d'origine, à identifier, à poursuivre et à punir ceux qui sont à l'origine des persécutions ou atteintes graves - cette exigence n'impose toutefois pour autant pas un taux de résolution et de sanction des infractions de l'ordre de 100 %, taux qui n'est pas non plus atteint dans les pays dotés de structures policière et judiciaire les plus efficaces, ni qu'elle n'impose nécessairement l'existence de structures et de moyens policiers et judiciaires identiques à ceux des pays occidentaux.

En effet, la notion de protection de la part du pays d'origine n'implique pas une sécurité physique absolue des habitants contre la commission de tout acte de violence, mais suppose des démarches de la part des autorités en place en vue de la poursuite et de la répression des actes de violence commis, d'une efficacité suffisante pour maintenir un certain niveau de dissuasion.

A cet égard, il convient encore de souligner l'importance de rechercher la protection des autorités du pays d'origine puisqu'à défaut d'avoir au moins tenté de solliciter une forme quelconque d'aide, les demandeurs de protection internationale ne sauraient reprocher aux autorités étatiques une inaction volontaire ou un refus de les aider.

En effet, si le dépôt d'une plainte n'est certes pas une condition légale, un demandeur de protection internationale ne saurait cependant, *in abstracto*, conclure à l'absence de protection s'il n'a lui-même pas tenté formellement d'obtenir une telle protection : or, une telle demande de protection adressée aux autorités policières et judiciaires prend, en présence de maltraitements physiques et morales, communément la forme d'une plainte.

En l'espèce, force est toutefois à la soussignée de constater que le demandeur n'a pas recherché l'aide de la police en déposant plainte à la suite de la deuxième agression dont il a fait l'objet de la part des deux frères ... et ... et d'un de leurs amis. En effet, sur question de

l'agent ayant mené son entretien, le demandeur a expliqué par rapport à cette deuxième agression qu'il ne s'est jamais adressé ni à la police, ni à une autre autorité locale.

Or, à défaut d'avoir recherché la protection des autorités de son pays d'origine, le demandeur n'est pas fondé à soutenir que son pays d'origine ne puisse pas être qualifié de pays d'origine sûr.

S'agissant des motifs avancés par lui pour justifier son inaction contre les agissements de la bande de ..., la soussignée relève que l'affirmation du mandataire du demandeur dans la requête introductive d'instance suivant laquelle Monsieur ... ne pourrait pas rechercher de l'aide auprès des autorités serbes qui n'interviendraient pas dans les affaires des trafiquants de drogue, n'est non seulement sous-tendue par aucune preuve documentaire, tel que des rapports établis par des organisations internationales concernant la situation générale régnant dans son pays d'origine et, plus particulièrement, le fonctionnement des autorités policières et judiciaires de ce pays, ni par un quelconque élément concret du vécu de Monsieur ..., mais sont, par ailleurs, infirmées par les déclarations du demandeur lui-même qui a en effet confirmé lors de son entretien avec l'agent du ministère que la police serait intervenue à la suite de la première agression dont il a été victime de la part du dénommé En effet, le demandeur y a expliqué que la police serait venue deux fois à l'hôpital à la suite de sa première agression en 2015 et que si dans un premier temps il n'aurait pas voulu dénoncer l'auteur de son agression puisqu'il aurait eu peur⁴, il aurait dans un deuxième temps révélé à la police que ce aurait été le dénommé ... qui l'aurait poignardé, mais qu'il ne voudrait pas porter plainte. Il a ensuite affirmé que « *la police a[urait] fait son travail* » et que ... aurait été jugé et condamné à une peine d'emprisonnement d'un an avec sursis et qu'il aurait reçu un bracelet électronique. Ainsi, et contrairement aux affirmations du mandataire du demandeur, il n'est, au regard de ce qui précède, pas établi en l'espèce que les autorités serbes n'auraient pas voulu ou pas pu aider ou offrir une protection quelconque au demandeur contre les agissements de cette bande criminelle.

Cette conclusion est encore corroborée par les explications fournies par la partie étatique, sources internationales à l'appui, desquelles il se dégage que la police serbe compte environ 32.000 agents qui sont sous contrôle effectif des autorités civiles du pays et que le gouvernement serbe s'engage à promouvoir son bon fonctionnement. Par ailleurs, si le demandeur avait eu l'impression que ses plaintes n'auraient pas été accueillies avec le sérieux nécessaire, il se dégage des explications de la partie étatique qu'il aurait pu s'adresser à des instances d'inspection au sein de la police ou encore à l'Ombudsman. Il convient ensuite de noter que la Serbie a adopté en mars 2009 une loi visant l'interdiction de la discrimination et la Constitution serbe interdit explicitement toute forme de discrimination fondée sur l'appartenance ethnique et protège dans son article 14 les minorités nationales dont celle du demandeur, ce dernier signalant être d'ethnie bosniaque. Enfin, le gouvernement serbe a mis en place un bureau des droits de l'Homme et des minorités afin de donner du support aux communautés minoritaires.

Le demandeur n'a partant pas fourni des éléments suffisants permettant de conclure que de manière générale, la police serbe serait impuissante ou non disposée à lui offrir une protection contre les problèmes dont il fait état, la seule affirmation que la police serbe n'interviendrait pas dans les affaires de trafiquants de drogue sans être corroborée par aucun

⁴ Page 4 du rapport d'entretien.

élément objectif et tangible ni par un élément précis de son vécu, étant en tout état de cause insuffisante pour retenir le contraire.

Dès lors, le demandeur n'est manifestement pas fondé à soutenir qu'il n'aurait eu aucune possibilité de requérir une aide contre les difficultés rencontrées dans son pays d'origine, et que de la sorte la Serbie ne serait pas à considérer comme pays d'origine sûr compte tenu de sa situation particulière.

En ce qui concerne les motifs économiques, respectivement médicaux invoqués par le demandeur, celui-ci affirmant, en effet, souffrir de crises d'épilepsie et avoir l'hépatite C, force est de constater que de tels motifs ne sauraient justifier l'octroi dans son chef du statut de réfugié, respectivement de celui conféré par la protection subsidiaire, alors qu'ils ne tombent manifestement ni dans le champ d'application de la Convention de Genève ni dans celui de la loi du 18 décembre 2015.

Il suit des considérations qui précèdent que le recours du demandeur, dans la mesure où il tend à la réformation de la décision du ministre d'analyser sa demande d'octroi d'une protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée, est manifestement infondé, en ce sens que les moyens qu'il a présentés pour établir que la Serbie ne serait pas à considérer comme pays sûr dans son chef sont visiblement dénués de tout fondement, sans qu'il n'y ait lieu d'examiner les moyens fondés sur l'article 27, paragraphe (1), point a) de la loi du 18 décembre 2015, cet examen devenant surabondant.

Il s'ensuit que le recours principal en réformation contre la décision du ministre de statuer dans le cadre d'une procédure accélérée est à rejeter comme étant manifestement non fondé.

2) Quant au recours tendant à la réformation de la décision du ministre portant refus d'une protection internationale

La soussignée relève qu'aux termes de l'article 2, point h) de la loi du 18 décembre 2015, la notion de « *protection internationale* » se définit comme correspondant au statut de réfugié et au statut conféré par la protection subsidiaire.

La notion de « *réfugié* » est définie par l'article 2, point f) de ladite loi comme étant « *tout ressortissant d'un pays tiers ou apatride qui, parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou tout apatride qui, se trouvant pour les raisons susmentionnées hors du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner, et qui n'entre pas dans le champ d'application de l'article 45* ».

L'octroi du statut de réfugié est notamment soumis à la triple condition que les actes invoqués sont motivés par un des critères de fond définis à l'article 2, point f) de la loi du 18 décembre 2015, que ces actes sont d'une gravité suffisante au sens de l'article 42, paragraphe (1) de la loi du 18 décembre 2015, et qu'ils émanent de personnes qualifiées comme acteurs aux termes des articles 39 et 40 précités de la loi du 18 décembre 2015, étant entendu qu'au cas où les auteurs des actes sont des personnes privées, elles ne sont à qualifier comme acteurs que dans le cas où les acteurs visés aux points a) et b) de l'article 40 de la loi du 18 décembre

2015 ne peuvent ou ne veulent pas accorder une protection contre les persécutions et que le demandeur ne peut ou ne veut pas se réclamer de la protection de son pays d'origine.

S'agissant du statut conféré par la protection subsidiaire, aux termes de l'article 2, point g) de la loi du 18 décembre 2015, est une « *personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire* », « *tout ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la personne concernée, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 48, l'article 50, paragraphes (1) et (2), n'étant pas applicable à cette personne, et cette personne ne pouvant pas ou, compte tenu de ce risque, n'étant pas disposée à se prévaloir de la protection de ce pays* », l'article 48 de la même loi énumérant, en tant qu'atteintes graves, sous ses points a), b) et c), « *la peine de mort ou l'exécution ; la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine ; des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* ».

Il suit de ces dispositions, ensemble celles des articles 39 et 40 de la même loi cités ci-avant, que l'octroi de la protection subsidiaire est notamment soumis à la double condition que les actes invoqués par le demandeur, de par leur nature, entrent dans le champ d'application de l'article 48, précité, de la loi du 18 décembre 2015, à savoir qu'ils répondent aux hypothèses envisagées aux points a), b) et c), précités, de l'article 48, et que les auteurs de ces actes puissent être qualifiés comme acteurs au sens des articles 39 et 40 de cette même loi.

Les conditions d'octroi du statut de réfugié, respectivement de celui conféré par la protection subsidiaire devant être réunies cumulativement, le fait que l'une d'elles ne soit pas valablement remplie est suffisant pour conclure que le demandeur ne saurait bénéficier du statut de réfugié, respectivement de la protection subsidiaire.

Force est de constater que la condition commune au statut de réfugié et à celui conféré par la protection subsidiaire est la preuve, à rapporter par le demandeur, que les autorités de son pays d'origine ne sont pas capables ou ne sont pas disposées à lui fournir une protection.

Or, la soussignée vient ci-avant de retenir, dans le cadre de l'analyse de la décision ministérielle de statuer sur la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée, qu'il n'est manifestement pas établi en l'espèce que les autorités serbes seraient dans l'impossibilité ou ne voudraient pas fournir au demandeur une protection appropriée par rapport aux agissements dont il déclare avoir été victime de la part de la bande de Dès lors, dans la mesure où, dans le cadre du présent recours, la soussignée ne s'est pas vu soumettre d'éléments permettant d'énervier cette conclusion, les agissements en question ne sauraient manifestement justifier ni l'octroi du statut de réfugié, ni l'octroi de la protection subsidiaire. S'agissant des motifs économiques, respectivement médicaux invoqués par le demandeur, il a été retenu ci-avant qu'il ne s'agit là pas de motifs pouvant justifier dans le chef d'une personne une protection internationale pour ne pas tomber dans le champ d'application ni de la Convention de Genève ni de la loi du 18 décembre 2015.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que le recours sous examen est à déclarer manifestement infondé et que Monsieur ... est à débouter de sa demande de protection internationale.

3) Quant au recours tendant à la réformation de la décision ministérielle portant ordre de quitter le territoire

Il convient de relever qu'aux termes de l'article 34, paragraphe (2) de la loi du 18 décembre 2015, « *une décision du ministre vaut décision de retour. [...]* ». En vertu de l'article 2, point q) de la loi du 18 décembre 2015, la notion de « *décision de retour* » se définit comme « *la décision négative du ministre déclarant illégal le séjour et imposant l'ordre de quitter le territoire* ». Si le législateur n'a pas expressément précisé que la *décision* du ministre visée à l'article 34, paragraphe (2), précité, est une décision *négative*, il y a lieu d'admettre, sous peine de vider la disposition légale afférente de tout sens, que sont visées les décisions négatives du ministre. Il suit dès lors des dispositions qui précèdent que l'ordre de quitter est la conséquence automatique du refus de protection internationale.

Dans la mesure où la soussignée vient de retenir que le recours dirigé contre le refus d'une protection internationale est manifestement infondé et que partant c'est à juste titre que le ministre a rejeté la demande de protection internationale du demandeur, impliquant qu'il a à bon droit pu retenir que le retour de celui-ci dans son pays d'origine ne l'expose pas à des conséquences graves, il a également valablement pu assortir cette décision d'un ordre de quitter le territoire, sans violer le principe de non-refoulement.

Il s'ensuit et à défaut d'autre moyen que le recours dirigé contre l'ordre de quitter le territoire est à son tour à rejeter comme étant manifestement infondé.

Par ces motifs,

Le juge, en remplacement du président de la première chambre du tribunal administratif, statuant contradictoirement ;

reçoit en la forme le recours principal en réformation introduit contre la décision ministérielle du 2 mars 2021 de statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée, contre le refus d'une protection internationale et contre l'ordre de quitter le territoire ;

au fond, déclare le recours dirigé contre les trois décisions déferées manifestement infondé et en déboute ;

déboute le demandeur de sa demande d'octroi du statut conféré par la protection internationale ;

dit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation ;

condamne le demandeur aux frais et dépens.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique 19 avril 2021, par la soussignée, juge, en remplacement du président de la première chambre du tribunal administratif, en présence du greffier Luana Poiani.

s. Luana Poiani

s. Alexandra Bochet

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 19 avril 2021
Le greffier du tribunal administratif